

BLOCAGES

On a toutes raisons d'être optimiste pour l'avenir à long terme du Cambodge. Pour le court terme, c'est autre chose.

Tout est bloqué. On a l'impression que le Cambodge convalescent, dont les premiers pas suscitaient tant d'espoirs, hésite, s'arrête, ne sait à quoi se retenir.

Les travaux du gouvernement ont été paralysés plus d'un mois par une affaire mineure (la réintégration de deux députés au sein de l'Assemblée), qui a bloqué l'examen de textes aussi essentiels pour le pays que la loi sur les investissements.

L'économie, dont on attend qu'elle rallie les énergies, qu'elle redonne une cohésion au pays, est atteinte. L'affaire Total est exemplaire : elle trahit la résistance farouche d'intérêts particuliers à l'introduction d'une économie plus transparente, qui mettrait fin aux fraudes et aux prébendes. Quelles sociétés, dans ce vide juridique, avec ce doute sur la validité des contrats signés, voudrait investir au Cambodge ?

L'unité du pays est en péril : ayant échoué à

anéantir les khmers rouges militairement, ayant échoué à les amener à la table de négociations, le gouvernement ne va-t-il pas se trouver acculé, pour sa honte et celle de la communauté internationale, à concéder à ses chefs des responsabilités à Phnom-penh, et quelques fiefs en province ?

Les rivalités politiques, calamité traditionnelle du Cambodge, l'emportent une fois encore sur l'intérêt national, à un point tel que l'on évoque la possibilité d'une guerre civile, d'un coup d'Etat.

D'où pourrait venir la reprise en mains ? Le Roi, découragé, malade, s'en va avec un diagnostic désespéré : *"Le Cambodge et son peuple infortuné s'enfoncent tous les jours davantage dans les ténèbres du néant politique"*.

La communauté internationale ? Elle a fait pour le Cambodge un effort exceptionnel qu'elle ne renouvellera pas.

Resterait à se débarasser une bonne fois des khmers rouges. Mais comment un vaste environnement mou pourrait-il se défaire d'un petit kyste dur ?

A.G.

Le secteur

BANCAIRE

Le nombre des banques établies au Cambodge peut faire illusion : 22 à la mi-mai 1994, ce n'est pas si mal pour un pays encore très pauvre, d'environ 8 millions d'habitants. En réalité, le secteur bancaire est encore très peu développé. Les dépôts restent faibles et les prêts sont rares.

C'est que, dans le domaine financier particulièrement, le Cambodge revient de loin. En 1975, avec l'arrivée des khmers rouges, tout le système financier a été anéanti: le personnel de la banque, la banque elle-même, le marché et toute monnaie a été abolie.

En 1979, sortant du chaos, la population a vécu d'abord de troc. Les billets de banque ont été remis en circulation en 1980, mais en fait, quatorze ans après, dans les esprits cette période de troc n'est pas encore entièrement terminée. La population paysanne n'a pas encore totalement confiance dans la monnaie et dans les banques commerciales. On a encore peur d'un retour du chaos. Malgré les taux élevés consentis aux dépôts, ils restent faibles par rapport à la monnaie en circulation reconnaît la Banque nationale.

la Banque nationale

La Banque nationale à sa création, en 1980, jouait en

même temps le rôle de banque commerciale, et celui du Trésor, c'est à dire qu'elle payait les fonctionnaires. Ses succursales de province le faisaient en province. Ce n'est qu'en 1990 que le Trésor a été séparé de la Banque nationale. Et qu'en 1993 une loi a séparé nettement la Banque nationale de la Banque du Commerce extérieur.

Elle demeure la "banque des banques", elle contrôle l'émission des billets, elle veille à la tenue du riel, elle contrôle en principe toutes les banques : le montant de leurs prêts, les garanties, les taux, les échéances ...

Cette dernière activité est une tâche ardue, faute de personnel compétent en nombre suffisant. note M. Chea Sok, Directeur à la Banque nationale du département Analyse et Contrôle. En 1993, 6 ou 8 banques ont pu être contrôlées. En 1994, jusqu'ici, aucune ne l'a été. On prévoit de faire appel à des contrôleurs externes, de faire faire des audits par des commissaires aux comptes, des agents agréés.

Le FMI demande que la plupart des succursales de province de la Banque Nationale (il en existe une par province) soient privatisées. On ne garderait que les principales. Ces privatisations se révéleront très difficiles. On dis-

(suite page 2)

à l'intérieur...

Le secteur bancaire
Conjoncture / l'affaire Total
Speakers' corner

pages 1-2-3-4-5
pages 6-7
page 10

A PROPOS ...

Armes ?

Pour l'instant le Cambodge n'a adressé à la France aucune demande d'armes, et il n'en a pas été question dans les entretiens entre S.A.R. Norodom Sirivudh, ministre des Affaires étrangères du Cambodge et son homologue français M. Alain Juppé, observe l'ambassade de France.

Elle note d'autre part que le Cambodge, Etat souverain internationalement reconnu, est en droit de le faire, soit de façon bilatérale, soit en s'adressant aux deux co-présidents de la Conférence de Paris. L'idée émise par certains médias thaïlandais qu'il faudrait alors fournir des armes de façon symétrique aux Khmers rouges est tout à fait erronée : il y a d'une part un gouvernement légal, d'autre part une faction rebelle à ce gouvernement.

L'ambassade fait aussi observer que la très grande majorité des observateurs ne croit pas que le problème des khmers rouges puisse trouver une issue par la voie militaire.

Asean/Afta

Désaccord entre les membres de l'Asean, Association des pays du Sud-est asiatique : Singapour, la Malaisie et la Thaïlande voudraient accélérer la formation d'une zone de libre échange dite Afta (Asia free trade area).

Les objectifs de l'Afta, mis au point à Singapour à la réunion de l'Asean de janvier 1992, sont de diminuer les tarifs douaniers entre les pays membres à moins de 5 % en 15 ans. Compte tenu du nombre des produits exemptés, du manque d'études et de débats préparatoires, et du délai prévu, l'Afta est jusqu'ici de peu d'importance, note la *Far Eastern Economic Review*.

Les Philippines et l'Indonésie sont pourtant très réticentes à l'idée d'accélérer le processus : elles ne veulent se laisser entrainer ni dans un vaste organisme dominé par les puissants, comme l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), dont la première réunion a eu lieu à Seattle en novembre dernier, ni par une Asean qui négligerait les intérêts des plus faibles de ses membres.

Centre de Documentation

Une bibliothèque-salle de lecture a été inaugurée le 11 mai au ministère des Finances en présence de S.E. Sam Rainsy

(Suite page 3)

(suite de la page 1)

cute la-dessus depuis quatre mois...

Ces difficultés sont relativement mineures. Pour ceux qui ont connu le "désert" bancaire d'il y a seulement trois ans, quand il était impossible de se procurer un dollar à Phnom-Penh, les services offerts aujourd'hui par la "banque rose" et par la vingtaine de banques privées sont comme une nouvelle naissance.

Petit à petit, les Cambodgiens se réhabituent à la banque. Le chèque, encore inconnu en 1990, est maintenant couramment utilisé, et il existe une chambre de compensation. On va bientôt introduire les billets à ordre et les lettres de change. La carte de crédit ? En principe c'est pour bientôt,

à titre d'essai.

Les banques privées

A la mi-mai, il existe 22 banques privées au Cambodge. Une dizaine d'entre elles sont de création toute récente (fin 1993 et début 1994). Voici leur répartition:

- 5 "joint ventures" : 3 thaïlandaises, 1 malaisienne, 1 canadienne (Canadia Bank).

- 6 "branches" ou succursales de banques étrangères : 4 thaïlandaises, 1 française (Indosuez), 1 malaisienne.

- 1 "bureau de représentation" britannique (Chartered and Standard).

- 10 banques purement privées : 3 thaïlandaises, 2 khmer-thaïlandaises, 2 singa-pouriennes, 1 khmère-hong-kongaise, 1 malaysi-

enne.

Au total, on voit que la Thaïlande occupe de loin la première place, avec 10 banques, devant la Malaisie (3). "*Ce n'est pas du favoritisme*", dit M. Chea Sok : *les banques thaïlandaises n'ont pas attendu, elles nous ont demandé l'autorisation d'ouvrir il y a longtemps déjà*".

Le nombre de banques idéal pour le Cambodge se situe entre 27 et 30, estime-t-on à la Banque nationale. Or, une soixantaine ont fait une demande d'agrément ! "*Pour éviter une trop grande prolifération, nous avons fixé la date limite d'ouverture de banques nouvelles au 31 mai. D'ici là, il est probable que 4 ou 5 nouvelles banques vont s'installer au Cambodge. Pour les autres, il sera trop tard.*"

"*Bien sûr, si telle ou telle très grande banque d'importance internationale voulait s'installer au Cambodge - française, américaine, japonaise, australienne ... - on ne lui fermerait pas la porte. Il y a des pourparlers avec des établissements japonais et australien.*"

Des banques françaises ? On ne sait pas encore précisément lesquelles sont candidates. Le Gouverneur de la Banque nationale, M. Thor Peng Leath, qui est de formation française et a passé plus de 10 ans en France, se rend justement à Paris pour le préciser. Il semble que les grandes banques françaises attendent d'avoir plus de garanties concernant la situation politique et l'économie du Cambodge.

Mais ce n'est pas seulement le nombre qui importe. "*L'économie cambodgienne n'a peut-être pas besoin de tant de banques commerciales, mais il faudrait plus de banques agricoles et de développement industriel.*"

(suite page 3)



APSARA TOURS

Une des plus grandes Agences de Voyage au Cambodge.

A votre service...

- Accueil chaleureux à l'aéroport
- Guides culturels, qualifiés et expérimentés
- Visite de Phnom Penh et ses environs
- Visite des Temples d'Angkor à Siemreap
- Excellents services "Apsara Services"

.....
à des prix raisonnables

Pour autres informations, veuillez contacter avec l'Agence **APSARA TOURS** :

Office Central :

8, Rue 254, Boulevard Norodom
Sangkat Chaktomouk, Khan Daun Penh
Phnom Penh - Cambodge
Téléphone : 26.705, 27.835
Fax phone : 855 23 26 705 / 27.835
Mobile phone : 855 23 (015) 914 199

Succursale à Siemreap:

81, en face de l'hôpital de la ville de Siemreap.
Mobile phone : 855 23 (015) 913 902

(suite de la page 2)

Des banques pour les paysans et les artisans. Dans ces domaines, nous devons développer ce qui existe".

Des formules sont peut-être à inventer. Au GRET, on étudie l'idée de groupes de cinq personnes, qui se porteraient une garantie mutuelle.

la législation

Actuellement, il existe deux lois :

- une loi sur les institutions financières ;
- un sous-décret sur le contrôle des banques commerciales.

Ces deux lois vont être remplacées par une seule loi sur les Institutions financières, rédigée avec l'assistance du Fonds Monétaire International. La future loi bancaire est en préparation. Le projet, rédigé en anglais et en français, est en cours de traduction en khmer. Il va être présenté à l'Assemblée Nationale. Les rédacteurs s'attendent à ce que les modifications apportées au projet soient relativement mineures. La loi devrait être adoptée par l'Assemblée Nationale dans six mois environ, vers septembre ou octobre, en tous cas avant la fin de l'année. Quant à la loi sur la Banque centrale, en cours de gestation avec le FMI, elle devrait être terminée et adoptée vers le milieu de juillet.

En attendant, la loi actuelle

est "très sévèrement appliquée". Ainsi, 5 % des réserves obligatoires doivent être prélevés sur les dépôts et les emprunts de la banque, et déposés à la Banque Centrale. (Ces dépôts sont convertis en riels; s'il s'agit de dollars, la banque doit verser une commission, ceci pour encourager les banques commerciales à utiliser le riel).

dépôts et crédits

Les dépôts en riels sont rémunérés par la Banque Centrale 2,25 % par mois, soit presque 30 % par an. Ce taux très élevé est destiné à attirer les dépôts, et à compenser la crainte de l'inflation. En 93, la crainte de l'inflation étant plus vive, on offrait 6% par mois, sur la recommandation du FMI. Mais même ainsi, il y a eu peu de dépôts. "Comme, aujourd'hui, l'inflation est très faible, nous prévoyons de diminuer le taux d'intérêt en riels. Notre bureau d'études est en train de calculer un taux plus adéquat" observe M. Chea Sok.

Les crédits se font en riels et en dollars. En riels, le taux est de 3 % par mois. En dollars de 1,5% (soit 18 % par an). Ces taux sont destinés à baisser.

A.G.

(suite page 4)

"marché noir"

Une partie très importante des prêts s'effectue hors du circuit bancaire. Il est couramment pratiqué par les petits commerçants, qui n'ont pas accès aux prêts bancaires faute de pouvoir présenter des garanties, et qui d'ailleurs se méfient des banques. On n'a pas oublié la faillite de la Phnom-Penh Bank en 1963, et la disparition de son directeur avec 4 millions de dollars; pas oublié la destruction totale du système financier en 1975; pas oublié la très forte inflation de ces dernières années.

On emprunte et on prête selon la coutume chinoise, sur le très court terme : un à trois mois, le temps de réaliser une affaire rapide avec l'argent emprunté, et sans autre "garantie" que la confiance mutuelle.

Ce marché noir est très actif. Un taux de 10 % par mois est "classique", mais 20 % se pratiquent couramment. Voici comment on procède : "A" prête 1000 \$ à "B". En fait il ne lui donne que 900\$. Le mois suivant, "B" verse 1200 dollars à "A". Les prêts sur ce marché peuvent concerner des sommes plus importantes, jusqu'à 20 000 dollars, mais alors l'emprunteur doit présenter une garantie, titre de propriété, ...

A PROPOS ...

(Suite de la page 2)

ministre des Finances et de l'Economie, et de S.E. Gildas Le Lidec ambassadeur de France. Spécialisé, avec bon sens, dans le domaine des finances publiques, de la comptabilité, de la fiscalité, du droit, de la monnaie, de la politique économique, des échanges internationaux, etc ... ce Centre de documentation comporte aussi des ouvrages "usuels" tels que encyclopédie et dictionnaires, ainsi que des journaux et magazines. Il ne compte encore que 250 ouvrages, mais il y en aura 600 dès septembre.

Tout est en français mais, souligne M. Le Lidec, approuvé par M. Sam Rainsy, ce Centre n'est pas un "bastion" de la langue française : il est destiné à accueillir des ouvrages spécialisés en d'autres langues, en anglais par exemple, et bien sûr en khmer".

Sept autres ministères cambodgiens seront prochainement dotés de façon semblable.

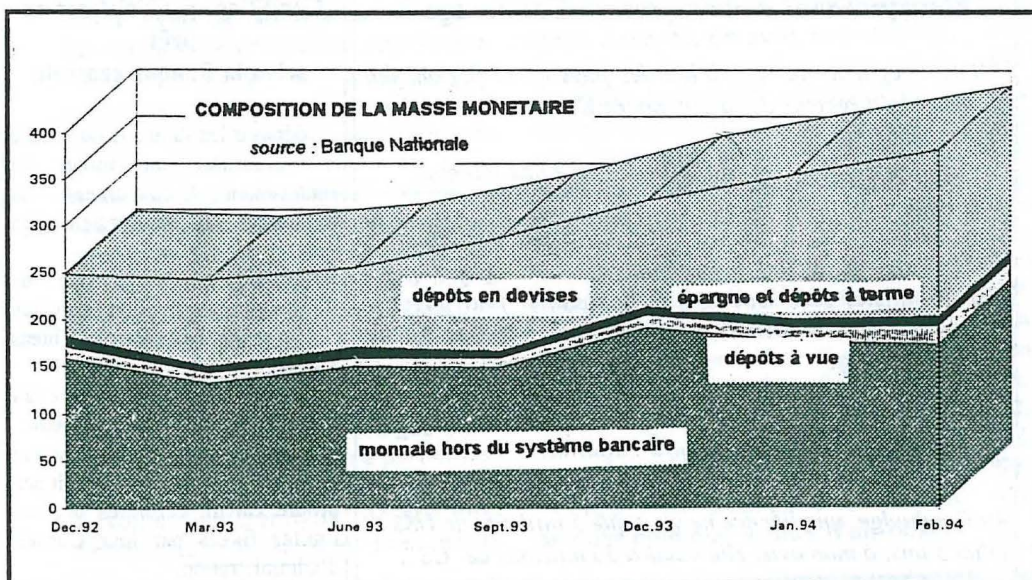
politique : blocage

Le problème de la "rentrée" du prince Norodom Chakrapong et de M. Sin Song au sein de l'Assemblée Nationale empoisonne la politique intérieure du Cambodge. Ces deux membres éminents du PPC (le prince Chakrapong est le demi-frère et le rival de longue date du prince Ranariddh, M. Sin Song, ancien ministre de l'Intérieur de l'Etat du Cambodge, est le stratège du PPC) avaient conduit la brève sécession des provinces de l'est du pays, à l'issue des élections de mai 1993. Ils se sont, depuis, mis "en congé" de l'Assemblée.

M. Chea Sim, président de l'Assemblée, estime que leur "rentrée" est un droit. Certains députés du FUNCINPEC et son petit allié le PLDB estiment qu'elle est illégale. Comme la question est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée, tout le travail des députés est bloqué, au moment même où les textes de loi les plus importants sont en attente d'examen.

Il semble que le prince Ranariddh, au nom du FUNCINPEC, serait prêt à un compromis. Mais il voudrait que M. Chea Sim lui fasse une demande publique, alors que le président de l'Assemblée évoque le droit.

(Suite page 4)



A PROPOS ...

(Suite de la page 3)

adieu démocratie ?

Cette querelle est alarmante parce qu'elle souligne l'importance - traditionnelle - des rivalités de personnes, et le faible enracinement de la démocratie au Cambodge. Comment sortir de l'impasse ? Certains voudraient recourir à de nouvelles élections - mais comment les justifier vis à vis de la Constitution ? Et qui les paierait ? D'autres voudraient remettre tous les pouvoirs au Roi, seul moyen selon eux de dépasser les querelles. "Les choses évoluent d'elles-mêmes dans ce sens depuis six mois", estiment-ils. Certes la Constitution s'y oppose nettement (art 7 : "le Roi règne mais ne gouverne pas"; art 17 : "on ne peut pas proposer d'amendement sur cette disposition de l'article 7"). Mais passer outre ne les émeut guère. La seule question qu'ils se posent : comment réagirait la communauté internationale ? Quelle serait l'attitude des sponsors : continueraient-ils à aider le Cambodge ?

investissements

La loi sur les investissements reproduira-t-elle le projet qu'a préparé M. Sam Rainsy ministre des Finances et de l'Economie, celui que l'on prête à M. Keat Chhon, ministre d'Etat, ou bien le projet que vient de terminer M. Ith Vichit, le Secrétaire général du Comité des Investissements (qui pourrait s'appeler Board of Investments comme en Thaïlande) ? Ceux qui ont eu en mains le projet de M. Ith Vichit le trouvent bien compliqué, et peut-être moins "transparent" pour les investisseurs que celui de M. Sam Rainsy. Un point attire l'attention : dans le projet de M. Ith Vichit, ce sont tous les investisseurs, que leurs projets soient modestes ou très vastes, qui devront avoir l'agrément du CNI. Et non pas seulement ceux, comme dans le projet de M. Sam Rainsy, qui demandent à bénéficier des incitations, ou de privilèges particuliers. De plus, tous les projets devront comporter une étude de faisabilité et de rentabilité. C'est à dire que le contrôle du CNI sera beaucoup plus étroit, et pour les investisseurs la course d'obstacles sera plus compliquée. N'y a-t-il pas là de quoi décourager les petits investisseurs, nombreux au Cambodge, que les formalités rebutent, qui n'ont ni les moyens

(Suite page 9)

Cambodge Nouveau a poussé son enquête en interrogeant les responsables de quelques banques de Phnom-Penh sur leur activité pratique. Voici l'essentiel de leurs réponses :

- **Singapore Commercial Bank** à capitaux singapouriens à 100 %. Elle prête en US dollars, en FF, en DM, ... dans la monnaie que souhaite l'emprunteur. Le montant dépend de la garantie, et s'il s'agit de court ou de long terme. Les taux d'intérêt : entre 18 et 24 % par an, soit de 1,5 à 2 % par mois.

On peut noter que la Singapore Commercial Bank prête de préférence à une personne physique, selon la coutume chinoise. Si c'est une personne morale qui sollicite un prêt, la banque exige que le directeur de la société demanderesse se porte garant du montant du prêt.

La banque propose "la gamme complète des services bancaires".

Banque Cambodgienne du Commerce Extérieur : elle prête principalement aux PME, commerçants, sociétés d'import-export. Les conditions pour obtenir un prêt sont drastiques. "Aucun prêt sans propriété" spécifie la Banque, qui précise ainsi les garanties demandées : - *attestation de propriété d'une maison et d'un terrain certifiée par le district et le quartier (empreintes digitales et signatures)*; - *carte d'identité (empreintes digitales et signatures)*; - *photos de la maison et du terrain*; - *livret de famille*; - *compte rendu de la visite de la propriété par un*

Les banques

membre de la banque; - être titulaire d'un compte en banque.

Montant du prêt : de 20 à 30 % de la valeur de la garantie.

Le taux d'intérêt est de 1,5 % par mois; la durée de 3 à 6 mois (dans certains cas, un an); il y a une commission de 1% sur trois mois, de 2 % sur six mois etc ...

En cas de non paiement : après 6 mois le taux d'intérêt est doublé (3 % par mois); il y a demande de conciliation avec le client; puis constitution d'un dossier pour le tribunal municipal; puis délai supplémentaire de 2 mois; enfin saisie de la propriété par le tribunal et vente.

A noter que cette banque d'Etat offre aux étrangers la possibilité de retirer une somme d'argent en dollars à partir d'un chèque émis dans la monnaie du pays d'où vient cette personne. Ainsi : vous présentez un chèque BNP, Crédit Lyonnais, etc ... libellé en francs, vous recevez des dollars (le taux de change n'est pas très favorable). Un service rendu aussi, sans délais, par la Banque nationale.

Union Commercial Bank : c'est une joint-venture entre des Chinois de Hong-Kong, de Macao et des Cambodgiens.

Elle prête aux sociétés de trading de préférence et aux entreprises, mais "nous regardons bien avant si nous la connaissons". Garanties : un titre de propriété qui sera

hypothéqué en cas de non remboursement. Montant maximum des prêts : 700 000 dollars.

En fait la Union Commercial Bank n'est là que depuis trois mois et n'a pas encore prêté.

La Caisse Française de Développement (C.F.D.) : elle se propose d' "aider les initiatives productrices de base".

Elle prête à hauteur de 65 000 US\$, au taux de 8 % annuels.

Conditions du prêt : - les recettes de l'activité doivent être domiciliées sur un compte en banque; - il y a un accord tripartite entre la banque où sera déposé cet argent, la CFD, et l'emprunteur.

Garanties demandées : la CFD demande à la banque d'opérer un natissement en espèces, constituant un dépôt de garantie, égal à trois mois de remboursement du prêt. Dans l'avenir, dès que ce sera possible, la CFD demandera à l'emprunteur de s'assurer, et de désigner la CFD comme légataire.

Indosuez : le système de garantie est original : la banque demande un certificat émanant du chef de district du lieu où est implantée la propriété de celui qui sollicite un prêt. Le chef de district certifie l'existence de cette propriété et s'engage à la vendre en cas de non paiement du propriétaire, et à rembourser le prêteur à hauteur du montant du prêt.

enquête réalisée par Anne Rapp

Pourquoi tant de banques au Cambodge ?

"Il faut regarder la législation des pays de la région, fait observer le directeur de la Singapore Commercial Bank M. Teoh Sam Ming.

- en Thaïlande, il est très difficile de créer une banque.

- au Laos, c'est impossible.

- au Vietnam : les Vietnamiens prennent une participation de 51 % dans le capital de la banque.

- en Malaisie, pour ouvrir une banque, il faut payer 1 milliard de dollars malaisiens (il y a 4 ou 5 ans, ce n'était que 20 millions).

- en Indonésie, M. Ham Siao Huong prend une participation de 70 %.

- à Singapour : c'est impossible.

Au Cambodge, une licence ne vaut que 5 millions de US\$. D'ici 5 ans, à mon avis, elle vaudra 50 millions de US\$".

Conditions pour obtenir un prêt selon la Banque centrale

. déposer les statuts de la société
. présenter un projet de financement, concernant la production, la commercialisation ...

. indiquer l'expérience de l'entreprise, sa situation financière
. présenter des garanties (biens immobiliers ...).

Avec ces éléments, la banque fait une analyse des risques de crédit. Il n'y a pas de plafond théorique au crédit : chaque banque fait son propre calcul; certaines ont des limites fixées par leur Conseil d'administration.

TAUX d' INTERET PRATIQUES DANS 16 BANQUES
(à la date du 10 mars 1994)

N°	nom de la banque	comptes à vue		dépôts à terme										Remarques	
		US\$	Riel	1 mois		3 mois		6 mois		9 mois		12 mois			
		Per a.n	Per a.n	US\$	Riel	US\$	Riel	US\$	Riel	US\$	Riel	US\$	Riel		
1.	Cambodia Asia Bank	2.30	3.50	-	-	2.50	-	2.5	-	2.75	-	2.75	-	< \$40.000	
2.	Standard Chartered Bank	1.62	-	1.00	-	1.06	-	1.31	-	-	-	3.16	-		
3.	Canadia Bank	3.50	5.00	5.00	-	6.50	2.00	7.50	23.00	-	-	8.50	25.00		
4.	Cambodian Commercial Bank	2.00	-	-	-	1.00	-	2.00	-	3.00	-	4.00	-		
5.	Cambodian Public Bank	2.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.50	-		
6.	Royal Cambodia Bank	3.00	-	-	-	5.00	-	6.00	-	-	-	8.00	-		
7.	Siam City Bank	2.25	-	-	-	2.50	-	2.625	-	-	-	2.75	-		
8.	Agricuture & Commercial of Cambodia Bank	2.25	8.00	2.50	-	3.25	-	4.25	-	-	-	4.50	-		
9.	Singapore Banking Corporation	2.50	-	2.50	-	3.25	-	3.75	-	-	-	4.00	-		
10.	Cambodia Farmer Bank	3.00	2.00	-	-	3.50	-	4.25	-	-	-	4.50	-		
11.	Bangkok Bank	2.15	-	2.50	-	2.625	-	2.75	-	2.75	-	3.25	-		
12.	Thai Farmer Bank	2.00	8.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
13.	National Bank of Cambodia	2/ 2.50	-	-	-	3/ 4.00	-	4/ 4.50	-	-	-	-	-		variation mensuelle
14.	May Bank	2.20	-	2.50	-	2.60	-	2.70	-	2.75	-	-	-		
15.	Cambodia Development Bank	2.00	-	-	-	3.50	-	3.75	-	4.00	-	-	-		
16.	Chan Sa Wong Bank Corporation	10.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10.00	-		

CONJONCTURE

La Banque nationale

Dans son bulletin publié à la mi-mai, la Banque nationale écrit :

“Concernant le *taux d'inflation*, la tendance continue à être encourageante, les prix à la consommation n'enregistrant pour février qu'une montée de 0,88 %. C'est une décélération notable par rapport aux 2,23 % de janvier. L'accroissement de février aurait été encore plus faible, n'avait été la montée des prix de l'énergie. De février 1993 à février 1994 les prix ont monté de 31 %, à comparer avec la montée de 152 % enregistrée entre février 1992 et février 1993. La tendance devra se poursuivre au cours des mois prochains, si l'inflation, pour l'année 1994 entière, doit être contenue dans la limite des 10 %.

Ce climat optimiste concernant les prix est renforcé par l'évolution de la *masse monétaire*. Le taux d'expansion de M2 a sensiblement diminué, de 13 % en décembre 1993 à 8,5 % en janvier et 7,5 % en février 1994. Cela est de bonne augure pour la baisse de l'inflation.

Dans le *secteur bancaire*, on doit souligner la forte augmentation des dépôts, qui a dépassé 30 milliards de riels pour chacun des mois de janvier et février, l'essentiel étant constitué par des devises. Les dépôts en devise ont atteint un nouveau record de 180 milliards en février, donnant ainsi plus de force au système bancaire.

Les *crédits au secteur privé* ont fortement décliné, de 181,9 milliards de riels en janvier à 169,4 milliards en février. Cette diminution toutefois doit être relativisée : janvier avait connu une forte augmentation de 12,6 %. Le

niveau des crédits en février reste sensiblement plus élevé qu'en décembre 1993. (...)”.

Guy Lucas

directeur de l'hôtel Sofitel Cambodiana

Nous connaissons un creux important, mais il est difficile d'en analyser les causes avec précision : nous sommes de toutes façons, avec l'arrivée de la mousson, à la fin de la saison touristique. Il y a aussi l'effet des nouvelles diffusées par la presse, qui portent préjudice aux affaires, et les difficultés politiques que connaît le pays.

Mais attention à ne pas généraliser en fonction d'événements exceptionnels. Le Cambodge a déjà connu des situations qui défient les meilleures études de marketing. Nous avons connu un afflux de militaires avec l'intervention de l'ONU, puis des “tours” français et allemands; plus récemment le nombre des asiatiques a augmenté... L'hôtellerie est un métier difficile, qui doit concilier investissements lourds et clientèle volatile !

Il faut essayer de raisonner à moyen et à long terme. Le fait qu'une grande chaîne hôtelière comme Intercontinental ait pris la décision de venir s'installer au Cambodge montre bien que ce pays suscite la confiance.

Le marché du tourisme lui-même évolue. Au Japon par exemple -qui sera pour nous le marché n° 1, pour le tourisme comme pour les affaires-, ceux qui avaient de l'argent il y a quelques années étaient les agriculteurs. Aujourd'hui ce sont plutôt des jeunes filles qui travaillent, tout en habitant chez leurs parents. Nous devons savoir changer de stratégie... Pour l'immédiat il faut donc

à mon avis : 1) garder son sang froid; et 2) développer une solidarité entre les responsables des affaires, qu'il s'agisse des commerçants, des industriels, des médias etc... Il faudrait que les chefs d'entreprise établissent un “mission statement” qui leur soit commun, et qui fixerait ce que nous avons l'intention de faire pour fonctionner tous ensemble.

En attendant un point me paraît positif : dans le secteur de l'hôtellerie, les Cambodgiens réagissent bien à la formation, on peut dire qu'ils ont des qualités d'apprentissage exceptionnelles.

Chenda Sophea Sok

Sous-Secrétaire d'Etat au Tourisme

Il est vrai que la période est difficile. En plus du creux, classique en mai-juin dans cette région de l'Asie, nous souffrons d'une campagne de désinformation à l'étranger qui fait peur aux touristes. Il y a des annulations de voyages. C'est injustifié : est-ce qu'on dissuade les gens d'aller en Irlande sous prétexte que l'IRA met des bombes ?

Une information fautive d'autre part été publiée : il n'existe pas de vol direct Bangkok-Siem Reap, et nous y restons absolument opposés.

Apsara Tours

Ce sont surtout les Japonais qui annulent leur voyage. Pour nous qui travaillons à 80 % avec des Français, nous avons peu d'annulations. Actuellement nous n'avons que de petits groupes de 1 à 7 personnes, mais c'est normal pour la saison. Ca va repartir en août, jusqu'en avril. En pleine saison nous avons eu

20 à 30, ou même 40 groupes par mois, de 10 à 30 personnes.

Commandant de bord de l'A.T.R.

Sur notre liaison Phnom-Penh - Siem Reap, pour la commodité des agences de voyage, on a remis les quatre fréquences quotidiennes, tombées à trois. Mais le taux de remplissage qui était de 70 % en moyenne, très élevé, est tombé à 50 % au maximum. Le 17 mai pour la première fois nous avons du annuler un vol à cause du mauvais temps.

Cyril Guth

directeur de S.D.V. Cambodge

Pour SCAC-Delmas-Vieljeux, *transporteur et transitaire*, ça va bien. Les flux augmentent. Avril a été en progrès de 15 % par rapport à février, et la tendance se poursuit. Nous gagnons de l'argent. Les contrats d'aide de la France passent par nous. Mais nous pensons que dans l'avenir c'est le trafic intra-asiatique qui se développera le plus vite : S.D.V. y est préparée, étant présente dans 130 pays.

Notre activité est pour 65 % environ de l'importation par voie maritime. Il existe un gros potentiel pour le fret aérien (des charges de 3 à 10 tonnes, alors que le maximum actuel est de 150 kg), mais il n'y a pas d'avions-cargo, et la piste de Pochentong devra être allongée.

Les backchiches ? Ils sont maintenant bien établis, les tarifs sont précis, prévisibles : ils interviennent pour accélérer les formalités.

Nous sommes toujours sur les rangs pour la *gestion et la manutention du port de Kompong Som*. Il nous semble du reste que le contrat ne sera pas

(suite page 7)

(suite de la page 6)

accordé à un seul opérateur, et que les Singapouriens, qui ont la compétence et les moyens, notamment la Port Authority of Singapore, l'emporteront. Nous avons aussi le projet de faire du *courrier express*, y compris les petits colis, à l'intérieur du Cambodge et en international.

La sécurité ne nous pose pas de problèmes. Nous avons des containers tous les jours sur la route

Phnom-Penh-Sihanoukville : ça passe bien. La route *Phnom-Penh-Thaïlande* en revanche est actuellement coupée. Cela augmente le trafic maritime. Pour les échanges avec le Vietnam, qui se développent, nous étudions un transport régulier de containers par camions entre Phnom-Penh et Ho -Chi -Minh.

Akira Shibasaki

Directeur de Transindo

Après le départ de l'APRONUC, nous avons eu quelques mois difficiles, jusqu'en mars. Notre nouvelle

clientèle est surtout composée de Japonais du Cambodge, de membres de l'UNHCR et, depuis peu, des programmes de coopération qui démarrent.

L'activité économique est en baisse, et sécurité dissuade beaucoup d'entreprises de venir s'installer. Mais l'aide internationale commence à arriver. D'autre part les Cambodgiens commencent à dépenser davantage. Je suis optimiste, mais je l'ai été davantage dans le passé.

Jean-Yves Catry

directeur de Medicom

Medicom a été créée en juillet 1993, c'est la branche médicale de Comin Khmère. Je représente pour MCSI, de Paris, des fabricants français et européens dans le domaine des équipements médicaux : radiologie, scialytiques, tables d'anesthésie, et même un "amplificateur de brillance" (radiologie + radioscopie) pour la chirurgie orthopédique, etc ... Medicom se charge aussi de la maintenance et la formation technique.

Le démarrage est rapide, à

cause du contrat Calmette : la France donne au Cambodge l'équipement, envoie le personnel compétent, et assure la formation. En plus des trois blocs opératoires existants (à rénover), 2 ou 3 autres vont être créés.

Après Calmette viendra l'équipement de l'Institut Pasteur. Nous sommes sur les rangs.

Il faut souligner que les équipements français sont d'excellente qualité mais nettement plus chers que les produits concurrents notamment pakistanais et chinois. Nous devons sans doute dans l'avenir travailler avec ces fabricants.

En revanche nous ne nous occupons pas des "consommables" : médicaments, seringues, sutures, etc ... qui arrivent sur le marché à des prix très faibles parce qu'ils ont été volés détournés, ... C'est le même problème que pour les générateurs et les climatiseurs.

Pour l'avenir : nous pensons à l'équipement de l'hôpital de Stung Treng, à celui des cliniques privées, et nous

avons des projets dans bien d'autres domaines.

Jean-Paul Thépaut

Explotra

Société belge de Charleroi, Explotra reçoit au Cambodge, depuis 1990, des touristes belges, francophones et néerlandophones. Actuellement les affaires sont assez plates. C'est la fin de la saison, et peut-être que les événements de Pailin dissuadent certains de venir. Après un groupe important en avril, on ne reçoit pour le présent que des individuels.

Nous allons nous développer en prospectant dans le monde entier : nous pensons que le Cambodge est une destination par lui-même, non une "extension".

**CAMBODGE
NOUVEAU
est vendu
uniquement
par abonnements**

Un investissement qui risque d'échapper au Cambodge : celui de Total Cambodge, fatigué d'attendre.

Les faits : Total Cambodge a été enregistré en décembre 1992. Son objectif : l'importation, le stockage et la distribution de carburant au Cambodge. Concernant la distribution, il ambitionne un tiers du marché. Concernant le stockage et la distribution, un projet de joint venture a été mis au point avec la société d'Etat CKC (Compagnie Kampuchea des Carburants). Un protocole d'accord a été signé pour deux mois le 19 janvier 1994 entre le ministère des Finances et de l'Economie, et Total.

Selon ce protocole, Total apporte le "cash" nécessaire pour rénover les dépôts existants à Sihanoukville et à Phnom-Penh (capacités : 200 000 à 250 000 tonnes par an, c'est à dire une très forte proportion de la consommation du Cambodge en carburant, estimée à 350 000 t par an). Pour la distribution, elle serait partagée entre Total et CKC. Total pour sa part envisage de créer, au fur et à mesure des besoins, une trentaine de stations-service dans le pays, et sans doute

d'avantage.

A l'issue des deux mois prévus par le

l'affaire

Total

protocole, le gouvernement a demandé à Total de le prolonger d'un mois. Accepté. En avril, nouvelle demande de prolongation d'un mois, acceptée également, signée avec le ministère des Finances et, de plus, le ministère de l'Energie et des Mines. Mai arrive : toujours pas de signature finale en vue.

Total a prévenu : "il n'y aura pas cette fois de nouvelle prolongation. Ou nous signons, ou Total Cambodge fait ses valises et quitte le pays".

Dans cette hypothèse désastreuse, ce serait un investissement de 4,5 millions de dollars, et peut-être davantage, qui échapperait au Cambodge.

Pourquoi ce blocage ? La raison semble politique à plus d'un obser-

vateur : le protocole ayant été signé avec un ministre FUNCINPEC, le PPC renâcle. S'agirait-il plus précisément d'un bras de fer entre S.E. Hun Sen et S.E. Sam Rainsy ?

Après la mésaventure survenue à FEAL International pour des raisons semblables (le contrat de rénovation de l'Hôtel Royal lui a échappé, après des années de négociations et un accord dûment conclu), ce serait un nouveau coup porté à la crédibilité du gouvernement cambodgien. Particulièrement maladroit au moment où les investisseurs, à tort ou à raison, regardent du côté du Vietnam. "Aucune des grandes compagnies pétrolières internationales (les "majors") ne vaudra traiter avec le Cambodge si le contrat prévu n'est pas signé" prévient Total.

Certains sont conscients, de chaque côté, de l'importance de l'enjeu : S.A.R. Norodom Sirivudh, ministre des Affaires Etrangères, en visite en France, a tenu à visiter, le 11 mai, la raffinerie Total de Gonfreville. Et il a été question de l'affaire dans ses entretiens avec le ministre français des Affaires Etrangères Alain Juppé.

TRIBUNE LIBRE

PERIL EN LA DEMEURE

Attention, "BIG BROTHER" est de retour. Toujours là, omniprésent, jamais visible mais sournoisement là, solidement représenté par ses diaboliques serviteurs. Je veux parler de l'"ami Pot". Celui qui aime le peuple khmer à la vie jusqu'à la mort. Celui par qui le ridicule de la Communauté internationale est arrivé.

Non contents de montrer que l'ONU n'a réglé aucun problème au Cambodge -en dehors du fait d'avoir dépensé plus de 2 milliards de dollars en échange de quelques billets de vote- les khmers rouges mettent en évidence aux yeux du monde, avec beaucoup de délectation, leur énorme capacité à défier un pauvre Gouvernement Royal pourtant élu "démocratiquement".

La situation mérite réflexion. Car il y a urgence pour tous les Khmers de bien

penser leur avenir en termes de choix politiques en se basant sur une analyse pragmatique et objective de leur propre situation économique et sociale.

débris psychologiques

En effet que reste-t'il de la société khmère au plan de la culture ? Un éparpillement de débris psychologiques dont on mettra longtemps à reconstituer les morceaux pour que ce peuple retrouve ses racines civilisatrices. Big Brother et ses sbires ont réduit le peuple khmer tout entier, mentalement, à l'état sauvage. Ils ont engendré toute une génération de sans foi ni loi, n'hésitant pas à voler et assassiner sans aucun remord ni le moindre sentiment humain. Pour rétablir l'équilibre, il faudra éduquer environ trois générations, et ce dans une parfaite stabilité. Or le seul fait de la présence khmère rouge à l'heure actuelle entraîne automatiquement la déstabilisation des esprits.

Par ailleurs, nous avons hérité du système khmer rouge une situation

économique en complète décomposition. Car les Khmers rouges, pour "bâter un homme nouveau avec des hommes nouveaux" a éradiqué tout savoir humain en la matière et démantelé toutes les structures existantes qui conféraient au Cambodge le statut d'Etat moderne. Nous sommes ainsi revenus à l'âge de la pierre.

Il est d'autant plus dangereux que la modernité toute importée vient se plaquer sur cette situation sans que les populations khmères ne soient préparées à cette culture économique et à cette technologie avancée. Ce qui va rendre la tâche du gouvernement encore plus rude. Car désormais, le peuple qui a souffert et qui a faim veut tout, immédiatement, sans forcément rien donner ni savoir.

De ce point de vue, nos amis thaïlandais ont un rôle pour le moins douteux. Après avoir détruit leur pays pour arriver à une façade de réussite économique en brûlant les étapes, ils tentent d'exporter leurs expériences dévastatrices au Cambodge. Khmers, soyez vigilants ! D'autant plus que ces faux amis jouent

L'Amboise

Pour vos repas d'affaires, le Restaurant "L'Amboise" vous propose les spécialités gastronomiques du Chef Didier Corlou dont voici quelques exemples:



Chef Didier Corlou

L'avocat tiède et espadon fumé

Le ragout de pleurottes à la crème de foie gras

La rosace de coquilles Saint-Jacques au Noilly et persil frit

La paupiette de ris de veau aux écrevisses

Les larmes de L'Amboise aux pistaches

Cuisine aux herbes fraîches avec les meilleurs ingrédients.

Pour vos réservations, appelez le 26288 ext: 7075



Hotel Sofitel Cambodiana
P H N O M P E N H

sur tous les tableaux surtout sur celui khmer rouge.

A quoi bon discuter ?

De ce fait, on s'interroge sur l'utilité de discuter avec une bande de hors-la-loi dont la nature destructrice se confirme encore plus depuis les dernières élections. A moins que certaines puissances n'obligent le Cambodge à dialoguer avec Pol Pot et sa clique. Auquel cas, libre aux responsables khmers de préserver ou non la dignité de leur peuple, ainsi que l'intégrité et la souveraineté du Royaume.

De par leur idéologie, leurs actes criminels et leur position de force actuelle, les khmers rouges ne peuvent entrer au gouvernement sans que ce dernier ne leur fasse des concessions de pouvoir, et territoriales. Ce qui revient à leur donner à très court terme le pouvoir en toute légitimité. Que l'on cesse de se méprendre. Il existe toute une couche de la jeunesse khmère ainsi qu'une partie de la

population pauvre des villes et des campagnes qui sont toutes acquises à la cause khmère rouge. Le danger est toujours présent, alors que l'on soulève déjà la possibilité de nouvelles élections. Sincèrement, chers dirigeants, irons-nous prochainement aux urnes ? Alors bonne chance à vous tous !

Pean Sophann

Toute reproduction, par quelque procédé que ce soit, des articles publiés par **Cambodge Nouveau** est strictement interdite

Le marché des voitures à Phnom-Penh

Le Japon occupe comme on sait une place dominante au Cambodge sur le marché des voitures, neuves et d'occasion. Toyota a lui seul détient 70 % du marché. Honda en a environ 5 %. Suzuki, Nissan, Mitsubishi sont là aussi. Les non-Japonais se partagent les 25 % restants : les Coréens Daewoo et Hyundai ont chacune environ 5 %; les Français Peugeot et Renault sont présents, comme les Allemands Mercedes et BMW (2 à 3 voitures vendues par mois, mais à 50 000 ou 60 000 dollars pièce); Range Rover, britannique, représente environ 2 % du parc automobile cambodgien.

Une Mercedes 230 coûte, taxe comprise, de 46 à 50 000 US\$. Mercedes 260 : 60 000.

Toyota Royal Saloon : 36 690 \$. Corolla GL : 17 520 \$. Corona GL : 21 290. Land Cruiser (diesel) : 36 010.

Renault R 19, taxe comprise : 20 000 \$. Safrane : 27 000 \$.
enquête B. Goineau

CAMBODGE NOUVEAU
le journal des gens qui comptent

A PROPOS ...

(Suite de la page 4)

ni l'envie de faire des études préalables, préférant "tenter leur chance" sans attendre ?

On fait observer d'autre part que le Board of Investments thaïlandais, qui semble avoir servi de modèle à M. Ith Vichit, n'est pas un exemple de transparence ...

hévées au Rattanakiri

Très excentrée, la plantation d'hévées du Rattanakiri expédie pour l'instant sa production vers le Vietnam (Pleiku et Qui Nhon), faute d'une route la reliant à l'intérieur du Cambodge.

Sur la surface plantée à l'origine, plus de 4000 ha, environ 2300 sont exploitables aujourd'hui. Les rendements sont faibles (environ 1 t. à l'ha) faute de moyens et de matériel, et faute de discipline. Le travail des saigneurs est ralenti par le "recru forestier" qui envahit l'espace entre les lignes d'arbres. Mais la plantation peut encore être sauvée. "Les arbres ont trente ans et davantage, mais ils ont été relativement peu saignés. Un nettoyage et un meilleur entretien des sols, une modification du système de saignée, l'usage de stimulants, une meilleure organisation du travail pourraient augmenter nettement les rendements" estime l'expert envoyé sur place par la société belge SIAT.

Les terres de cette région sont parmi les meilleures du monde, et les techniques nouvelles, les clones notamment, permettent des rendements de 3 à 4 tonnes de caoutchouc à l'ha, doubles de ce qu'ils étaient il y a trente ans.

frontières

"Les Vietnamiens bougent les bornes qui marquent la frontière plus loin à l'intérieur de notre territoire, a déclaré le Roi à la Far Eastern Economic Review (19 mai). Ils creusent des canaux à l'intérieur de notre territoire, créant ainsi de nouvelles lignes frontières. Creuser des canaux est une vieille tactique, mais maintenant les bornes-frontières se sont mises à marcher, elles marchent vers l'ouest ... Ils croient que nous ne pouvons pas nous occuper de deux fronts en même temps. C'est terrible."

Jeux francophones

Quatre athlètes (pongistes et coureurs de fond) et trois artistes cambodgiens (peintre, flûtiste, chanteur) participeront aux Deuxièmes Jeux de la Francophonie, à Paris, du 5 au 13 juillet. Ces jeux réuniront 3500 participants, venus de 46 pays.

MINISTERE DU TOURISME

INFORMATION AU PUBLIC

Dans le cadre du programme de développement général du pays, le ministère du tourisme invite les investisseurs nationaux et étranger à soumettre des études de faisabilité et des propositions pour rénover l' HÔTEL DE L'INDEPENDANCE et le MOTEL SOKHA à Sihanoukville.

Toute proposition doit être adressée au Département des Industries touristiques du ministère du Tourisme, entre le 20 mai et le 20 juin 1994.

Pour toute information complémentaire, prendre contact avec le département des Industries du Tourisme, Ministère du Tourisme, au 3, boulevard Monivong, Phnom-Penh, Royaume du Cambodge.

Phnom-Penh, le 17 mai 1994.

Speaker's corner

LE ROI NE GOUVERNE PAS ... mais il prend l'initiative

La crise que traverse le Cambodge après huit mois de suffrage universel fait courir le bruit d'une nouvelle élection générale. Le peuple est en proie à des hallucinations sans fin : depuis presque un quart de siècle, il est constamment soumis à des pressions successives. Toutes les formes d'organisation étatique ont déjà passé sur la terre des illustres bâtisseurs d'Angkor. Le cycle est enfin bouclé avec le retour de la monarchie, absolue à l'origine, depuis la fondation de l'empire khmer, pour devenir, au lendemain de la 2ème guerre mondiale, constitutionnelle. Puis il y eut cette révolution qui a amené le régime présidentiel puis les autres, dits "communiste" et "socialiste" confus.

Finalement la monarchie est restaurée et, par la volonté du peuple, 120 représentants sont élus au sein de l'Assemblée Nationale. Mais, rejetant les constructions étrangères, ces députés s'en prennent au pouvoir constituant et le donnent à l'ancien roi, qui incarne le symbole de l'unité et de la permanence nationale.

Ainsi le roi ne gouverne pas, car il n'a pas le suffrage populaire. Mais rien ne lui interdit d'agir en tant qu'agent de la souveraineté nationale. Concernant le respect des droits et des libertés des citoyens, il tient des audiences populaires, prenant ainsi l'initiative d'insuffler à la Justice la volonté de faire son devoir et aux dirigeants de se comporter en serviteurs du peuple.

Pourquoi donc le roi, en convoquant le Congrès national prévu par la Constitution, ne s'intéresse-t-il pas aux affaires de l'Etat ? Le roi ne gouverne pas, mais il prend l'initiative. C'est son droit.

le rôle ambigu des députés

Dans ce petit pays déchiré par la guerre, il est raisonnable de permettre au petit peuple de s'exprimer ouvertement devant le roi. Il exposera ses points de vue concernant les affaires du pays. Surtout qu'au sein de l'Assemblée on ne compte que 120 personnes, dont la plupart jouent le double rôle de gouvernants et de représentants du peuple. Comme si elles étaient à la fois juge et partie. Et ne pouvant se prononcer de façon catégorique, au moment du choix, entre l'intérêt du peuple et celui des partis. La masse qui participe au Congrès ne dispose pas de pouvoir de décision, elle peut tout de même étaler son opinion devant le roi pour qu'il arbitre le conflit opposant les deux pouvoirs.

Puisque le roi ne peut présider le Conseil des ministres et doit communiquer avec l'Assemblée nationale par des messages, il est utile de lui laisser un terrain neutre pour que la volonté souveraine puisse s'exprimer en public. Ce faisant il apportera son concours aux représentants du peuple s'ils se trouvent à court d'idées pour régler certaines affaires d'Etat.

les vertus du Congrès

Si le parlementarisme est bicéphale, le régime d'assemblée actuel, qui est sa transformation avec un mélange de présidentielisme, aura alors pour le Congrès une antichambre donnant à la masse populaire l'occasion de venir discuter avec les représentants élus et aussi avec les gouvernants. On étalera au grand jour les mesquineries cachées et aussi on pourra poser des questions sur certaines affaires louches s'il en existe. Si les

tenants du pouvoir sont à court d'idées pour résoudre la crise, bien d'autres têtes fraîches leur en apporteront de nouvelles. Faisant valoir ses droits la masse populaire aura toute liberté de participer momentanément au renforcement de l'autorité, ne la laissant pas ainsi patauger dans l'affolement sans fin.

liberté d'opinion

La liberté d'opinion peut s'affermir ainsi bien plus facilement qu'à travers la presse. Pas de dépense d'argent ni de temps : la masse populaire est invitée à la tribune du Congrès. Et la société cambodgienne pourra ainsi évoluer, le mûrissement des réflexions des différentes couches sociales éveillera une véritable conscience politique nationale. La pensée politique cambodgienne, développée sous l'effet de la guerre s'était étouffée. Le Congrès avec ses tribunes libres donnera l'occasion à des partis politiques non représentés à l'Assemblée nationale, en l'occurrence les Khmers rouges, s'ils veulent bien, et aussi à différentes associations, de lancer des propositions dans un sentiment patriotique et national, en Khmers dépourvus de toute prétention.

Il est grand temps que les déchirements cessent. Et que la voie qui mène à la paix ne soit rien d'autre que la liberté d'opinion, exercée par tous, dans les formes les plus souples.

Le Congrès national sera alors l'un des moteurs de la volonté nationale dont la manifestation bien ordonnée équivaut à un jugement de la masse. L'adhésion populaire fait valoir de temps à autre la prétention de ne plus être serfs des élus pendant toute la durée de leur mandat. Le Congrès permet une action à mi-chemin entre la dissolution de l'Assemblée nationale et le coup d'Etat contre le gouvernement. Il permet de se parler tous ensemble, au lieu du dialogue entre les 120 représentants qui sont privilégiés pendant les 2000 jours de leur mandat électoral. Il donne une chance à ceux qui sont ou isolés ou groupés de faire entendre leurs raisons en matière de politique nationale.

Tout de même, on ne va pas changer les fonctions des représentants du peuple en écoutant la voix de la masse populaire : tout concourt à faire marcher l'appareil de l'Etat. Si on manque d'imagination c'est au Congrès national d'apporter la sienne, sur l'initiative du roi.

Kong Phirun

CAMBODGE NOUVEAU

Politique, Economie, Finances

bi-mensuel publié à Phnom-Penh

Directeur de la publication : Kong Phirun

Rédacteur en chef : Alain Gascuel

Enquête : Anne Rapp

Mise en page : Yves Cassagne

Impression : Cambodia Informatic Center

10 rue Louis Em (ex 282) - BP 836 Phnom-Penh
Royaume du Cambodge
tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu exclusivement sur abonnement

Exemplaire gratuit et tarif des abonnements sur demande

Publicité : tarifs sur demande